

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2010/7-D/Add.1

7 mai 2010

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Une méthodologie mixte

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, RMP*: Mme R. Hansen tél.: 066513-2008

Fonctionnaire principal chargé de la gestion des résultats, RMP: M. K. Owusu-Tieku tél.: 066513-3018

Chargée de la gestion des résultats, RMP: Mme M. Hassinen-Agoya tél.: 066513-3752

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

CONTEXTE

1. Le Secrétariat accueille avec satisfaction la première évaluation d'impact conduite par le Bureau de l'évaluation ainsi que les recommandations formulées sur le programme d'alimentation scolaire du PAM au Kenya (1999-2008).
2. Le Secrétariat considère qu'il est nécessaire de travailler en partenariat avec le Ministère de l'éducation pour prôner l'élaboration de programmes créatifs et définir une stratégie d'alimentation scolaire intégrée afin de renforcer l'impact des repas scolaires et entraîner le soutien des communautés. À cette fin, on s'emploie à renforcer les actuels systèmes de suivi et les initiatives visant à intégrer la formule Vivres pour la création d'avoires au programme d'alimentation scolaire.
3. Le tableau ci-joint présente la réponse du Secrétariat aux recommandations issues de l'évaluation d'impact.

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>1. Le bureau de pays devrait réorienter le rôle de suivi joué par son personnel de terrain. L'équipe d'évaluation recommande un recentrage sur un système permettant de suivre les indicateurs relatifs aux facteurs qui limitent l'efficacité des repas scolaires: manque de bois de feu et d'eau ou charge que représente leur fourniture, nombre d'élèves par enseignant, nombre d'élèves par classe, brusque variation du nombre d'inscriptions (due à la violence, par exemple) et dégradation des infrastructures matérielles. Le bureau de pays devrait analyser ces indicateurs afin d'anticiper les problèmes susceptibles de survenir et de déterminer les écoles concernées, l'objectif étant de mettre au point des stratégies d'intervention adaptées et de communiquer les informations à d'autres acteurs du développement.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Recommandation acceptée. Dans le court terme, le bureau de pays peut suivre les statistiques relatives aux populations d'écoliers, ainsi que la disponibilité de bois de feu et d'eau, en apportant des modifications minimales à son actuel système de suivi. La révision budgétaire de mars 2010 a ajusté le taux des coûts d'appui directs pour le programme de pays afin de soutenir un système de suivi et évaluation (S&E) harmonisé, solide et implanté sur le terrain. Des questions conformes aux modules normalisés d'enquête sur l'alimentation scolaire seront ajoutées au dispositif de saisie et aux indicateurs relatifs aux enseignants. L'analyse sera intégrée à la base de données du Ministère de l'éducation/ PAM sur l'alimentation scolaire. L'équipe de district chargée de la gestion des repas scolaires diffusera les résultats de l'analyse tous les mois. Des stratégies locales destinées à minimiser les facteurs qui freinent l'efficacité de l'alimentation scolaire seront élaborées sur la base des tendances saisonnières. Ces aspects seront également examinés tous les trimestres par le Comité d'examen des programmes et les conclusions seront communiquées aux membres du groupe chargé de la coordination des donateurs pour le secteur de l'éducation, afin d'encourager à appuyer les écoles en difficulté.</p> <p>Sur le long terme, le bureau de pays s'attachera avec le Gouvernement à faire en sorte que son système de suivi de l'éducation, qui enregistre les données relatives aux écoles, intègre les composantes du programme d'alimentation scolaire dans un système national. Le PAM fait partie du sous groupe de S&E du groupe chargé de la coordination des donateurs pour le secteur de l'éducation, qui coordonne l'appui et dispense des conseils techniques sur le système d'information de gestion de l'éducation (EMIS) du Ministère de l'éducation.</p>	<p>Janvier 2011</p>
<p>2. Le bureau de pays devrait envisager de piloter une intervention de distribution de biscuits enrichis le matin dans les écoles particulièrement vulnérables des zones arides et semi-arides. Les données qualitatives recueillies semblent indiquer que la moitié des enfants inclus dans l'enquête arrivent à l'école le ventre vide. Or les enfants ont besoin d'énergie au début de la journée pour apprendre. Comme nombre de parents ne sont pas en mesure de servir un petit-déjeuner, une collation enrichie pourrait assurer l'apport énergétique nécessaire. Cette intervention pourrait être mise en œuvre à l'échelle pilote, en ciblant un petit nombre</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Recommandation acceptée. Le bureau de pays approuve pleinement cette recommandation à l'effet d'assurer l'enrichissement aux micronutriments d'aliments destinés aux enfants les plus vulnérables, ce qui est conforme aux nouvelles stratégies du PAM sur la nutrition et l'alimentation scolaire.</p> <p>Étant donné que le programme de pays prévoit déjà la distribution de bouillie enrichie comme collation servie en milieu de matinée aux enfants d'âge préscolaire fréquentant les centres d'éveil des jeunes enfants agréés par le Gouvernement dans les districts arides, l'intervention pilote proposée nécessitera des ressources additionnelles. La bouillie à base de mélange maïs-soja servie auparavant aux enfants vulnérables a été supprimée dans le cadre du nouveau programme de pays faute de ressources, et le bureau de pays émet des doutes sur la possibilité d'offrir</p>	<p>Juillet 2010</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>d'établissements scolaires parmi les plus vulnérables des zones arides et semi-arides. Il conviendrait d'évaluer rigoureusement les résultats de cette initiative au moyen d'un échantillon témoin et de données de référence.</p>		<p>un repas supplémentaire sur large échelle et sur une base régulière. Le bureau de pays préparera une proposition soumise pour examen aux partenaires gouvernementaux et du secteur privé, qui sera communiquée aux donateurs locaux et au Siège.</p> <p>En juin 2009, le PAM a effectué une enquête de référence dans le district côtier de Taita Taveta, où une collation en milieu de matinée a été introduite pour remédier à une baisse dans la dénutrition des enfants. L'enquête a montré que la plupart des enfants préféraient une collation en milieu de matinée parce que c'était le moment où ils avaient le plus faim. Une enquête de suivi sera conduite en juin 2010 et les conclusions renseigneront le bureau de pays sur l'impact du mélange maïs-soja et des facteurs qui influent sur l'exécution. En outre, une enquête menée par le Ministère de la santé sur les carences en micronutriments est prévue en 2010. Elle sera utilisée pour examiner l'actuelle ration des repas scolaires et recommander les ajustements nécessaires.</p>	<p>Décembre 2010</p>
<p>3. Le bureau de pays et les partenaires du PAM devraient lancer une campagne de sensibilisation à l'occasion de laquelle les membres diplômés des communautés participantes appuieraient l'octroi, dans des écoles secondaires reconnues, de bourses d'études aux filles dotées d'un fort potentiel. L'un des principaux freins à l'éducation des filles tient au décalage entre tradition et éducation. Le PAM et ses partenaires pourraient lever cet obstacle par un programme de bourse d'études à l'échelon provincial reposant sur des contributions individuelles et communautaires. Les bourses (et leurs bénéficiaires) feraient l'objet d'une large couverture médiatique et seraient une source de fierté pour la communauté. Ce type de programmes engendre non seulement l'effet porteur mentionné dans la présente évaluation, mais contribue aussi à associer les communautés à l'éducation.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Bien que cette recommandation ne relève pas du mandat du PAM, le bureau de pays reconnaît pouvoir préconiser des mesures efficaces susceptibles d'améliorer les taux de passage dans le secondaire au Kenya et il s'emploiera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ proposer au Ministère de l'éducation d'envisager de modifier l'initiative du secteur privé lancée par le PAM et le Ministère il y a plusieurs années dans l'intention d'attirer des ressources additionnelles pour les programmes de repas scolaires et d'engager les partenaires au niveau national et provincial à appuyer le programme de bourses scolaires; et ➤ examiner avec le Ministère de l'éducation le ciblage du programme de bourses scolaires pour le secondaire qu'il a mis en place et qui couvre les droits de scolarité et les frais associés pour les élèves vulnérables, et d'inciter le Gouvernement à infléchir l'allocation des bourses en faveur des districts enregistrant les niveaux les plus élevés de pauvreté et les taux les plus bas de passage dans le secondaire (filles comme des garçons). 	<p>Janvier 2011</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>6. À titre de priorité dans le contexte de l'enveloppe de services essentiels, élaborer une stratégie d'approvisionnement des écoles en eau en collaboration avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, des ONG et des donateurs. Le manque d'eau potable est un problème majeur pour la plupart des écoles se trouvant dans les districts des zones arides et semi-arides et un sérieux obstacle à la réussite des programmes d'alimentation scolaire. La rareté de l'eau est souvent saisonnière et liée aux sécheresses. Partant des informations de suivi sur le terrain (recommandation 1), le PAM peut déterminer les problèmes d'eau dans chacune des écoles. En collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires du développement (tels que le programme eau, assainissement et hygiène [WASH] et l'initiative des écoles "amies des enfants" du Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]), un plan d'amélioration de l'accès à l'eau peut être établi sous forme de modèle et présenté aux donateurs. D'autres initiatives reposant sur les produits alimentaires peuvent être utilisées pour réaliser des projets de renforcement de l'approvisionnement en eau.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Bien que l'eau soit un élément essentiel de l'alimentation scolaire, il n'appartient pas au PAM d'élaborer des stratégies d'approvisionnement des écoles en eau au Kenya. En revanche, le PAM apporte un soutien au Ministère de l'éducation dans la coordination de tous les éléments de l'Enveloppe de Services Essentiels, dont l'eau fait partie. À cet effet, il appuie les efforts du Ministère pour mettre au point une stratégie visant la santé, la nutrition et les repas scolaires en 2010, laquelle donne des éléments d'orientation sur la coordination interministérielle et interinstitutionnelle. Le PAM a préconisé d'inclure à la stratégie une évaluation des besoins des écoles et une méthode de ciblage inspirée de celle établie par le Ministère de l'éducation/PAM pour les repas scolaires dans le cadre de l'Enveloppe de Services Essentiels.</p> <p>Le bureau de pays continuera à appuyer le travail de coordination du Gouvernement et l'idée d'un programme conjoint avec les initiatives "écoles amies des enfants" le programme eau, assainissement et hygiène (WASH). Le bureau de pays tiendra une réunion de haut niveau pour définir la voie à suivre.</p>	<p>Décembre 2010</p> <p>Juillet 2010</p>
<p>7. Le PAM devrait mettre au point des stratégies globales pour maximiser les impacts de l'alimentation scolaire sur le développement (principale recommandation de la présente évaluation en termes de programmation). L'alimentation scolaire à elle seule est d'une utilité limitée, mais associée à d'autres interventions visant à remédier aux contraintes pesant sur l'éducation et la santé, les effets positifs des repas scolaires peuvent être démultipliés. Ceci implique que l'alimentation scolaire ne devrait pas être programmée isolément. Comme c'est le cas des groupes de travail très efficaces qui œuvrent pour la sécurité alimentaire, le PAM pourrait préconiser l'élargissement du mandat d'entités existantes comme le groupe de travail du Ministère de l'éducation chargé de la nutrition, de la santé et des repas dans les écoles ou encore intégrer de nouveaux membres issus d'organismes compétents. Ce type de collaboration a déjà été mis en</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le PAM appuie le Ministère de l'éducation dans son travail de coordination de l'alimentation scolaire au Kenya. La stratégie relative à la santé, la nutrition et les repas scolaires, qui doit être finalisée en 2010 donnera des orientations sur la coordination interministérielle et interinstitutionnelle de l'Enveloppe de Services Essentiels, de la production agricole et de l'approvisionnement en eau à l'appui de l'initiative d'alimentation scolaire, basée sur la production locale mise en place par le Gouvernement. Le PAM fait campagne auprès des parties prenantes pour qu'elles voient dans l'initiative une opportunité de piloter un programme de développement multisectoriel à assise communautaire, qui pourrait être étendu aux districts couverts par le programme d'alimentation scolaire du PAM. On s'attend à ce que la stratégie inclue une recommandation préconisant la création d'un secrétariat interministériel composé des Ministères de l'éducation, de la santé publique, de l'agriculture et de l'eau.</p>	<p>Décembre 2010</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>place au sein du nouveau modèle intégré Ministère de l'éducation et Ministère de la santé publique et de l'assainissement. Ce groupe serait chargé de promouvoir une approche globale de l'alimentation scolaire prévoyant des interventions complémentaires conçues pour répondre à des besoins particuliers.</p>			
<p>7a. Le groupe de travail renforcé devrait proposer tout d'abord une évaluation des besoins de toutes les écoles primaires du pays, en commençant par celles des zones arides et semi-arides et des bidonvilles, et en s'aidant dans cette entreprise du Programme d'appui au secteur de l'éducation du Kenya (KESSP) II. Cette évaluation intersectorielle des besoins devrait s'appuyer sur la base de données actuelle du système d'information sur la gestion du secteur de l'éducation et répertorier des indicateurs relatifs non seulement à la scolarisation et à l'assiduité, mais aussi à l'infrastructure scolaire, au nombre d'élèves par enseignant, au nombre d'élèves par latrines, à l'accès à l'eau, aux installations de cuisine et réfectoires et autres facteurs ayant une incidence sur l'environnement d'apprentissage (voir la recommandation 6 sur l'eau). Cette évaluation (mise à la disposition de toutes les parties prenantes) constituerait le socle d'une approche intégrée de la santé et de l'éducation à travers l'alimentation scolaire. Elle servirait également de base de référence pour l'évaluation future des progrès accomplis dans le cadre du programme KESSP.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le PAM encourage le Ministère de l'éducation à inclure une évaluation des besoins des écoles ainsi que le budget requis dans la stratégie de santé, nutrition et repas scolaires. Cela permettrait de déterminer les écoles qui ont le plus besoin de soutien; les données seraient intégrées au système d'information de gestion de l'éducation.</p>	<p>Décembre 2010</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION D'IMPACT DES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE DU PAM AU KENYA (1999–2008)

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>7b. Le groupe de travail devrait continuer à valoriser l'école au sein des communautés au moyen de l'alimentation scolaire. La distribution de repas attire les enfants à l'école et peut aussi amener les parents et d'autres membres de la communauté à fréquenter les établissements. Le véritable potentiel de l'alimentation scolaire est son effet d'attraction, et le rassemblement de parents et d'autres membres de la communauté dans les écoles offrirait une occasion importante d'apprendre et de partager l'information. Cette approche a été adoptée avec succès en Afghanistan, où les écoles sont aussi des centres d'alphabétisation pour adultes offrant des cours sur la promotion de l'égalité des sexes; au Brésil, où des associations d'agriculteurs produisent des aliments destinés aux repas scolaires; au Honduras, où les mères préparent les repas et les servent aux élèves; et en Sierra Leone, où des contrôleurs de l'aide alimentaire diffusent des messages de sensibilisation sur le VIH/sida auprès des parents et des enseignants.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>La stratégie relative à la santé, à la nutrition et les repas scolaires facilitera la liaison avec l'initiative d'alimentation scolaire basée sur la production locale et les programmes de développement multisectoriels à assise communautaire. La stratégie institutionnalisera la coordination au niveau des écoles et permettra au personnel de terrain des Ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la santé publique, et de l'assainissement et de l'eau d'atteindre les communautés en relayant des informations importantes concernant la santé, l'agriculture et d'autres sujets essentiels à travers les écoles. En cas de succès, le modèle pourrait être élargi aux districts couverts par l'alimentation scolaire du PAM.</p>	<p>Décembre 2010</p>